

# CRIME

Collectif de recherche d'idées pour le mouvement étudiant

Crime - brochure n°2 - début avril 2006 - crime.sorbonne@free.fr

*Le projet du CRIME part du désir de profiter de l'émulation que provoque le mouvement contre le contrat première embauche pour réfléchir sur divers sujets qu'il aurait été plus difficile d'aborder dans un autre contexte. Nous vous proposons donc ces quelques prises de position et documents. Notre objectif est de produire des savoirs utilisables par le mouvement étudiant. Le CRIME est né dans le cadre de l'AG de la Sorbonne. Cependant, il a vocation à s'élargir et à accueillir toutes les personnes motivées par le projet.*

## SOMMAIRE

Les casseurs de banlieue et le mouvement étudiant.....	2
Sémantique sarkozyste.....	2
Sur le lumpenprolétariat.....	2
Le jeu du petit chat.....	4
Lettre ouverte à Monsieur le Ministre de l'Intérieur.....	6
Sarkozy est-il notre Messie ?.....	8

### Les auteurs du crime :

Adrien, Alix, Camille, Florent, Fouad, Guillaume, Jonathan, Léo, Marie, Raphaël, Samuel.

### Lieu du crime :

<http://lieuducrime.free.fr>

## Edito

### BANLIEUES

Les casseurs de novembre 2005 ont fait leur apparition dans les manifestations anti-CPE. Des scènes d'une violence apparemment gratuite font durement écho à ce mot d'Isaac Asimov, ancré dans notre esprit au point de ne pas oser le prendre au premier degré : « La violence est le dernier refuge de l'incompétence. » Sont-ils incompetents, ces casseurs, tandis que nous, étudiants, ne le serions pas ? Il est indéniable qu'ils ne maîtrisent pas nos codes de lutte, discursifs et activistes ; mais leur violence en devient-elle moins politique ? N'exprime-elle pas un mal tout aussi profond que le nôtre ? La précarité n'est pas réservée qu'aux étudiants, bien au contraire. L'enjeu est donc maintenant de savoir comment lier nos luttes respectives, tout en ne tombant pas dans un angélisme à leur égard. Comme nous le lirons, il s'agit de répondre à leur « demande de respect » (p. 4 s.) en ne culpabilisant pas pour « notre silence de novembre » (p. 2 s.).

## Les casseurs de banlieue et le mouvement étudiant

### Tabou, névrose... ou extension nécessaire du domaine des revendications

Pour nombre d'entre nous, la journée du 23 mars a constitué un tournant ; la confrontation avec les jeunes des banlieues a été un moment de prise de conscience douloureuse, elle nous a montré que notre lutte n'était pas aussi simple, ou isolée, qu'elle en avait l'air (les bons, nous, contre les méchants, le gouvernement). Un troisième terme s'invitait à la fête. La question ne nous paraît pas se résorber par le seul renforcement, nécessaire, du service d'ordre. Et le vote du vendredi 24 : « L'AG de la Sorbonne ne se prononce pas sur la question » nous paraît autruche : non seulement lâche, mais hypocrite. Ne pas se prononcer, c'est en faire un sujet tabou : on renforce le SO, et on continue à regarder devant nous (le gouvernement) en feignant d'ignorer ce qui déboule par derrière et les côtés (la banlieue). Belle névrose en perspective. Il ne s'agit pas de faire de l'angélisme et de nier les vols et les agressions physiques perpétrés par ces jeunes à l'encontre de plusieurs d'entre nous. Ces

agressions, nous les condamnons catégoriquement ; et nous avons le devoir de nous en défendre. Mais il nous paraît impossible de rejeter ces jeunes sous le nom de « voyous », tout en continuant à afficher une solidarité de façade à l'égard du « mouvement des banlieues » de novembre dernier. Il serait trop facile de voir en eux un mouvement social, posant des problèmes de fond, tant qu'ils restent en banlieue et brûlent là-bas des voitures ; pour ensuite n'y voir plus que des « voyous » quand ils viennent dans Paris et qu'ils s'en prennent à nous, étudiants et manifestants.

## Sémantique sarkozyste

« A ceux qui étaient choqués par le terme « racaille », je le comprends, c'était très insuffisant par rapport à ce que je pense d'un certain nombre d'individus. Au fond, c'est vrai, je regrette, « racaille », c'était trop bienveillant, « voyou », c'est mieux. »

Nicolas Sarkozy, 25 mars 2006, discours aux nouveaux adhérents à l'UMP

## Sur le lumpenprolétariat

Voici ce qu'écrivait Friedrich Engels en 1870 dans la préface de la réédition de *La guerre des paysans allemands de 1525* au sujet des rapports, au XIX<sup>e</sup> siècle, entre les ouvriers révolutionnaires authentiques et le lumpenprolétariat violent.

« Le lumpenproletariat, cette lie d'individus dévoyés de toutes les classes, qui établit son quartier général dans les grandes villes est, de tous les alliés possibles, le pire. Cette racaille est absolument vénale et importune. Quand les ouvriers français écrivaient sur les maisons, à chaque révolution, l'inscription : « Mort aux voleurs ! » et qu'ils en fusillaient même plus d'un, ce n'était certes pas par enthousiasme pour la propriété, mais bien parce qu'ils savaient très justement qu'il fallait avant tout se débarrasser de cette bande. »

Nous devons nous défendre contre les agressions qu'ils commettent contre nous, mais il nous paraît décisif de considérer par ailleurs que nous n'avons pas à juger leurs modes d'action : les casseurs sont fréquemment hués par les manifestants étudiants, dès qu'ils s'en prennent à un abribus ou une voiture. Nous, étudiants au Quartier latin, parce que nous ne subissons pas la violence exercée quotidiennement sur ces jeunes, ne saurions être en mesure de leur donner des leçons de civisme et de responsabilité. La violence de ces jeunes répond à une violence d'Etat. Pour condamner celle-là, il nous faudrait taire celle-ci. Or il est grand temps au contraire de la faire apparaître au grand jour. Il nous faut donc refuser catégoriquement la posture qui consiste à condamner les actes venus de la banlieue en les opposant à un mouvement étudiant qui serait, lui, « civilisé », « non-violent », « responsable ». Cette posture est un piège : elle est exactement ce que le gouvernement attend de nous, car elle légitime et renforce la posture qui est la sienne à l'égard des émeutes de banlieue : une posture policière (surveillance, contrôle, répression).

La manifestation de jeudi a jeté le trouble dans l'esprit de beaucoup d'entre nous. Cependant,

- 1) notre détermination à obtenir le retrait du CNE et de la Loi sur l'Égalité des chances n'a pas faibli. Nous continuons la lutte en ce sens avec autant de détermination.
- 2) mais nous prenons conscience que notre mouvement ne saurait se poursuivre sans prendre en considération (et ce, de façon également prioritaire) le désarroi des banlieues ; ni sans tisser de liens avec elles.

La rencontre conflictuelle de deux jeunes dans les rues de Paris jeudi était un constat amer : enfin, la réalité de la colère de novembre nous éclatait à la figure. Nous, étudiants de la Sorbonne, reconnaissons n'avoir pas su prendre la mesure du mouvement des banlieues : comment avons-nous pu laisser

passer le mois de novembre sans une fois organiser, sous quelque forme que ce soit, la manifestation de notre soutien ? En mars, notre silence de novembre retentit amèrement. Il est inacceptable que le mouvement étudiant, par crainte de discrédit auprès des médias et de l'opinion, en vienne à se désolidariser des jeunes de banlieue et s'autorise à condamner leur violence. Car c'est adopter le même ton, poli, que le gouvernement : c'est ne pas voir que ce discours d'anti-violence polie tait et cache la violence véritable, exercée au quotidien sur ces jeunes (contrôles policiers, discriminations à l'emploi, au logement, etc.). Si nous adoptons ce discours, nous nous plaçons du côté du gouvernement, et contre eux.

Gagner sur le CPE sans avoir obtenu quoi que ce soit pour la banlieue, ni su établir aucun lien avec elle, ne serait plus pour nous qu'une victoire amère. Nous ne saurions oublier que, ce 23 mars 2006, dans les rues de Paris, deux jeunes se sont regardées de travers, échangeant des regards pleins d'incompréhension, de méfiance, de désarroi, de honte, de haine ; deux jeunes devenues étrangères l'une à l'autre. Ce divorce est le fruit de politiques, menées depuis nombre d'années, qui nous apparaissent aujourd'hui dans leur violence criminelle. Ce sont ces politiques que tous, depuis la banlieue comme depuis Paris, devons combattre.

Sur cette fameuse question de la violence, il serait bon de ne pas se tromper de cible. La ligne de partage que cherchent à imposer le gouvernement, les médias, l'opinion (entre les bons étudiants non-violents et les méchants casseurs) est un piège redoutable. Elle permet que soit laissé dans l'ombre un terrible détail : la violence exercée sur ces jeunes par l'Etat, au quotidien. Commençons par condamner cette violence, haut et fort, et prenons clairement position contre elle, avant de nous scandaliser benoîtement devant celle qui y répond.

## Le jeu du petit chat

Tout le monde étudiant a été frappé et dérouter par les agressions perpétrées par des jeunes enfants et adolescents sur les manifestants depuis le jeudi 23 mars. Notre incompréhension a eu une conséquence dont nous ne sommes pas en mesure de dire si elle est bonne ou mauvaise mais dont il faut avoir conscience : incapables de nous défendre nous-mêmes, nous avons indirectement autorisé le service d'ordre de la CGT, en collaboration avec la police, à régler la situation selon des méthodes que nous n'avons pas choisies. En laissant les grandes personnes assurer notre sécurité, nous nous empêchons de nous approprier les leçons de cette irruption de violence dans notre mouvement. Cela a pour effet de nous maintenir dans une ignorance qui fait le lit de tous les préjugés. Il nous faut avant tout apprendre à aiguïser nos regards.

Deux facteurs nous maintiennent dans l'incompréhension de cette violence. Nous ne comprenons pas comment des enfants peuvent se comporter ainsi. Nous pensons d'abord ces jeunes gens comme victimes de la société avant de les penser comme personnes responsables.

Le mythe de l'enfant innocent nous arrête. La tranche d'âge qui a agi dans nos manifs appartient à cette catégorie que le groupe IAM nomme les « petits frères » dans leur chanson éponyme. Ce sont des enfants et adolescents, entre 14 et 19 ans. En cité, on grandit beaucoup plus vite qu'à Paris, « la pauvreté, ça fait gamberger » (IAM). A vingt ans, on est considéré comme un « grand frère », c'est-à-dire que l'on est déjà dans la vie adulte à la sortie du lycée. C'est l'âge où l'on a une famille, des enfants, où l'on doit chercher un travail. Etre grand frère implique dans l'esprit de solidarité forte des banlieues que l'on est responsable de l'exemple que l'on donne aux petits frères. Le jeune âge de ces voyous nous fait avoir une position

de complaisance néfaste. En cité, il existe un jeu dit du petit chat où un enfant passe au milieu d'un cercle en miaulant et où chacun doit le caresser trois fois sans rire, au risque de devenir soi-même le petit chat. Si nous ignorons férocelement les valeurs des banlieues, celles-ci assistent quotidiennement au spectacle impudique de nos modes de vie et nous connaissent très bien. La société de consommation nous insuffle le fantasme d'un enfant réduit à un objet de consommation, lieu de nos rêves idéalistes de tendresse mais aussi de jouissance exclusive sur le corps de l'autre : « Pour les grands, le gosse est le meilleur citron / La cible numéro un, le terrain des produits de consommation » (IAM, « Petit Frère »). Les petits frères ont parfaitement conscience de ce fantasme et en jouent de façon perverse. Montrer notre attendrissement les incite à nous prendre à notre tour pour l'image que nous leur assignons et qu'ils nous renvoient comme dans un miroir, des petits chats, des « bourgeois dociles ». Cet effet de miroir les engage logiquement à passer à l'acte.

Notre complaisance se base aussi sur l'immaturation que l'on prête à cette tranche d'âge. Philippe Lacadée, dans *Le Malentendu de l'enfant*, spécifie l'enjeu de l'adolescent en cité comme une *demande de respect*. Il désigne cette demande comme un compromis entre, d'un côté, l'exigence d'un rapport de communauté auquel personne d'entre nous n'est insensible, et de l'autre, l'expression voilée d'un refus de connaître la singularité de son corps pubère, dont chacun a à se faire le responsable individuellement. La demande de respect sert donc de manifestation ambiguë d'un souci propre aux petits frères. IAM en soulignait déjà toute l'ambiguïté : « Il collectionne les méfaits, sans se soucier / Du mal qu'il fait, tout en demandant le respect. » La réponse à adresser à cette demande doit se situer sur deux plans, celui de l'incarnation d'un modèle de communauté et celui de la reconnaissance de l'enjeu individuel qui s'y revendique. Cet enjeu individuel, lié à la

puberté, touche à la sexualité, un domaine où le respect ne peut pas se résoudre à la simple réciprocité. Le jeu du petit chat est utilisé en cité pour désigner la séduction, le *lover* est celui qui fait le petit chat. Cette illustration de la sexualité par le jeu montre assez qu'en matière de sexualité, le respect comme réciprocité (ne pas faire à l'autre le mal que l'on ne souhaite pas qu'il vous fasse) est vite limité. Le jeu met en scène le fait que le respect est un leurre qui déguise et provoque l'enjeu pulsionnel prêt à éclater sous la forme du rire. Dans le contexte d'une agression raciste, où l'enjeu pulsionnel passe à l'acte de façon complètement solitaire et massive, nous avons à répondre avant tout à cet autre aspect de la demande de respect qui pour le coup s'entend comme un irrespect. Ne pas se prêter au jeu semble la première des idioties. Montrer l'irrespect de notre indignation, de notre colère, est aussi une façon de montrer que l'irrespect de l'enjeu sexuel qui préoccupe les adolescents a été entendu, ne tourne pas tout seul en rond. Comme chacun est attentif en cité à ne pas se laisser aller au rire devant le petit chat, nous sommes responsables chez nous de ne pas nous laisser aller à la jouissance de l'attendrissement à laquelle la société de consommation nous pousse.

Croire que nous sommes directement responsables de répondre à l'exigence d'un rapport de communauté de la part des jeunes des cités est par ailleurs s'abuser sur nos pouvoirs. Le modèle d'une communauté est très fortement incarné en cité, il existe selon des règles que nous ignorons, indépendamment de nous. C'est un modèle de communauté fraternelle. Au délitement du modèle parental se substitue en cité un lien social assuré par des référents, voisins ou amis en âge d'être grand frère ou marraine, chargés de veiller à ce que le rêve de chacun de ses frères, sortir de cette misère, s'accomplisse. Devant leurs pairs, ces voyous sont complètement responsables. Les agissements des voyous à Paris sont une trans-

gression de ce lien social fort, transgression permise par le fait que Paris n'est pas un territoire où le regard est contrôlé, mais une sorte de zone franche. L'identité territoriale de Paris existe pourtant. Elle est assurée par la municipalité, ce qui nous différencie des cités où la police est absente. On peut se demander ce qui a désagrégé l'identité territoriale de Paris. Il est à noter que les agissements des voyous venus des cités n'ont pas suivi immédiatement les premières manifestations, mais ont commencé tardivement. Nous pensons que les violences entre CRS et groupes extrémistes ont promu à travers les médias l'idée que l'identité territoriale de Paris se fissurait. Mais peut-être est-ce aussi l'effet d'une faille dans nos représentations qui laisse cette impression. Aucun Parisien ne se revendique de représenter son quartier comme c'est le cas en cité. C'est que nous sommes très fermés, par rapport à ce qui se joue en cité, au jeu de représentations entendu comme participation ludique au social. Sur fond de la perte d'autorité des parents, une société fraternelle comme celle des cités est fertile en jeu de représentations. La société parisienne est au contraire très ancrée dans le patriarcat et n'est ouverte qu'au jeu de la fuite, de l'hypocrisie, non à celui de l'apparence. Peut-être que nous faire responsable de notre propre fratrie consoliderait l'image d'une ville de Paris « sœur » des banlieues ? Indirectement, nous nous ferions responsables de la demande de communauté des banlieues en la reprenant à notre compte. Dans ce sens, il nous semble urgent de faire la démonstration quotidienne que notre regard est capable d'incarner des lois de communauté, d'estime, de respect, qu'il n'est pas soumis au diktat de la société de consommation. Cet effort doit commencer par s'appliquer à l'image que nous avons des banlieues : se rendre curieux pour aiguïser notre regard et éviter les amalgames. Cette lutte contre le préjugé doit passer par une participation ludique au social, un effort pour se prêter au jeu. Il serait illusoire de croire que les manières respectives des banlieues et de

Paris peuvent s'assimiler, mais si nous acceptons d'apprendre de la banlieue ce que veut dire se prêter au jeu, je crois fermement que notre idéalisme peut nourrir de ses repères le marasme des banlieues. Ne représentons-nous pas le rêve de réussite sociale des plus défavorisés ?

Les petits frères qui pètent les plombs illustrent deux carences du lien social en cité. La première n'est pas d'hier : les grands frères, dans leur échec professionnel, ont du mal à incarner ce modèle. La seconde est plus nouvelle et nous concerne plus directement, c'est la montée de l'extrême droite en banlieue. A la complaisance de la droite aux revendications de l'extrême droite et à la montée des votes d'extrême droite s'ajoute une nouvelle xénophobie que nous n'attendions pas et qui vient des populations issues de l'immigration. Dieudonné incarne ce mouvement réactionnaire qui s'appuie sur un antisémitisme affiché et sur une politique de culpabilisation des Français de souche à qui il souhaite faire porter le chapeau de l'histoire coloniale. On ne saurait nier que les violences commises sur les manifestants ont une justification raciste, même si la motivation était évidemment pécuniaire. L'amalgame *blanc=argent en trop* repose sur une réduction de l'identité à l'image. Toutes les idéologies xénophobes ont toujours recouru à un argument pécuniaire (ils nous volent notre travail). Cet aveuglement se fait au nom de figures de maîtres. Que Dieudonné se revendique de n'être qu'un comique n'excuse rien, car quand on sait quel pouvoir d'intimidation peut avoir le rire en banlieue, on en saisit le ressort : « explorer le royaume de tes peurs / En devenir le dictateur pour mieux te dominer » (« Le coté obscur de la force »). Cette figure tyrannique tend à instituer un modèle fasciste qui entre en concurrence avec la société fraternelle de la cité. Paris et les cités peuvent peut-être devenir sœurs sur ce front commun, celui de la lutte contre la réduction de l'autre à un cliché.

Jonathan

## Lettre ouverte à Monsieur le Ministre de l'Intérieur

Monsieur le Ministre,

La France d'aujourd'hui serait, selon vous, une France « perdue » qui doit se « retrouver » pour être la France d'Après, celle de la France Retrouvée. Retrouver quoi ? Après quoi ? Ces deux questions se posent avec acuité car je ne suis ni de la France d'après ni de la France d'hier, mais de la France d'aujourd'hui, celle où les cultures se mélangent, apportant par un va et vient permanent des richesses jusqu'alors inexplorées par notre pays qui me semble être encore la France d'hier. Pour moi, enfant d'immigrés, de couleur noire, ayant grandi en France dans les Ecoles de la République, la France d'hier, je l'ai apprise dans les livres. Je sais que la France a fait la Révolution en 1789 et qu'elle a proclamé la Liberté, l'Égalité et la Fraternité.

La Liberté, je ne la vois pas ; que ce soit dans la rue ou sur les bancs de l'université, je ne l'ai pas vue à part peut-être si vous me dites que Liberté signifie le droit de suivre sans broncher, dans ce cas je serais effectivement « libre ».

Égalité, je l'aperçois encore moins. Je ne peux pas étudier dans les mêmes conditions que tout le monde, je ne peux pas plus accéder à un poste sans que l'on me dévisage, je ne peux pas dépenser mon argent dans les boîtes de nuit, etc. De même, elle n'existe pas dans mon quotidien. Quand mes parents appellent la police parce que des drogués ont décidé de faire quartier général dans mon immeuble, elle leur répond : « Nous n'avons pas que ça à faire, Madame ». Mais qu'ont-ils d'autre à faire que de nous apporter la sécurité publique que tout citoyen a le droit d'avoir en toute EGALITE ? Peut-être doivent-ils préparer la France de demain : celle de l'« immigration choisie » ; en d'autres termes, peut-être doivent-ils chasser tous les clandestins de mon quartier pour les ren-

voyer dans « leur pays » parce qu'ils ne peuvent pas faire partie de la France retrouvée, celle d'après, peut-être parce qu'ils ne sont pas assez diplômés à votre goût ou qu'ils ont des troubles du comportement.

Egalité devant la justice. Monsieur le Ministre, il ne semble pas à mes yeux que l'on juge de la même manière la « racaille » et le « gentil citoyen » : on a dix fois plus de chance de finir en prison quand on vient des zones d'éducation prioritaire que lorsqu'on vient du quartier latin. Mais vous me direz que c'est de la faute à nos parents parce qu'ils nous ont abandonnés, qu'ils ne sont pas des vrais parents. Nos parents ne nous ont pas abandonnés, c'est nous tous ensemble qui les avons abandonnés au fond des cités-dortoirs en ne leur laissant le choix que de travailler durement, en leur laissant comme seul divertissement la télé. Nous aurions des troubles du comportement qu'il faudrait déceler très tôt. Mais, Monsieur le Ministre, vous êtes-vous déjà posé la question de savoir quel trouble du comportement peut créer un contrôle musclé ou encore une incarcération à l'âge de 13 ans, quel impact il a sur un jeune qui comme tous les autres voudrait aller au musée, au parc de loisirs, etc. ? A votre avis, quel effet ça vous ferait si on vous arrêtrait dans la rue sans raison valable et qu'on vous mettait les mains au mur en vous demandant si vous avez des armes ou des stupéfiants sur vous ? Et si cela devenait quotidien, diriez-vous que votre « trouble du comportement » viendrait de votre enfance ou de ce quotidien ?

L'atteinte à la dignité humaine ou sociale n'est-elle pas le plus souvent la cause d'un trouble du comportement ?

Egalité devant l'éducation. Monsieur le Ministre, vous devez prendre en compte une donnée sociologique. Les enfants des banlieues, comme vous les appelez, n'ont pas tous du Baudelaire ou du Balzac dans leur maison et leurs parents n'ont pas tous

fait forcément des études. L'incompréhension régnante fait que l'on va les classer dans des formations types 6° SES (moi-même on a voulu m'y mettre et aujourd'hui je suis en Master de Recherche en Droit privé à Paris), CAP, BEP, STT (à cet endroit, ils ont réussi à m'y mettre), STI, etc. Mais rarement prépa normale ou HEC, à part lorsqu'on nous fait une entrée par la petite porte et là alors on se rend compte que l'on n'est pas si bête que cela dans le fond : en fait, le miroir se casse.

Egalité Sociale. Je n'ose même pas en parler, à force que vous et vos amis des médias nous stigmatisent, nous « racaille-ment », le seul port vestimentaire autorisé est le costume-cravate et encore il n'efface pas ma couleur de peau, mes cicatrices et mes dents cassées. Egalité économique, il ne faut pas rêver ; peut-être en travaillant toute ma vie, en payant un loyer qui au fond paiera deux fois la valeur du logement où je vis, on me donnera accès à la Propriété individuelle.

Fraternité, il semble que ce mot doive être rayé du slogan. Aujourd'hui, c'est chacun pour soi et l'argent pour quelques uns.

A propos de l'apport positif de la France dans la colonisation. Je sais aussi que la France a colonisé l'Afrique. C'est même de là d'où viennent mes parents, contraints après ce pillage de venir travailler ici en espérant donner une vie meilleure à leurs enfants, encore le pensaient-ils hier. Le penseront-ils demain ? Je n'en suis pas sûr. Je sais aussi, Monsieur le Ministre, ce que la France a apporté « positivement » à l'Afrique. Il leur a donné l'esclavage, l'alcool, etc. Bref, que du bien. Il faut que les anciens pays colonisés arrêtent de se plaindre et de nous demander de l'aide ou des médicaments. Il n'ont pas compris l'apport positif de la France dans la colonisation : présence militaire en Côte d'Ivoire, alcool dans les pays musulmans, bref que du « positivisme colonial ». La liste est si

## Sarkozy est-il notre Messie ?

Nicolas Sarkozy a un point commun avec les groupuscules révolutionnaires d'extrême-gauche : l'idée qu'*après*, tout ira mieux. L'horizon utopique d'une société parfaite où il ferait bon vivre transcende la rhétorique sarkozyste pour lui donner des fondements que la simple raison ne suffit pas à bâtir. Par exemple, nous l'entendons parler de « l'avènement » d'une France, pour lui, meilleure ; un peu comme celui de Jésus-Christ qui devait, paraît-il, nous délivrer du mal.

Ceci est proprement un hold-up discursif et intellectuel : il promet beaucoup pour ne pas dévoiler les insuffisances de son discours présent. Son idée, savamment travaillée en agences de com', « Imaginons la France d'après », n'a qu'un objectif stratégique dans le discours politique actuel : transfigurer les masses de militants et citoyens hagards dans un dévouement au chef charismatique qui les amènera vers un « après » clairement indéfinissable, mais efficace dans sa religiosité voilée.

Ainsi déclare-t-il que « nous arrivons à un moment de vérité : les Français vont devoir choisir entre l'immobilisme et le mouvement. C'est le seul choix qui compte. C'est le vrai, l'unique. » (Discours à Douai, le 27 mars 2006, « Pour une France plus juste ») Ici, ce ne sont pas seulement les termes de l'option qui sont choquants par leur simplification, mais la façon qu'a Sarkozy de la poser comme étant la seule possible, et comme s'il était le seul à la poser, comme s'il était le Messie venu poser la question « vérité » à laquelle, seul, il pourrait répondre.

Sarkozy ne nous demande pas d'être convaincu par ses idées ; qu'il ne nous demande pas, au fond, de soumettre à un examen attentif ; mais bien de l'adorer comme un demi-dieu, comme le porteur de la bonne parole, de la « vérité. »

longue que ma mémoire défaille, mais continuez à apporter positivement, nous voterons pour vous. Un génocide nous a pas suffi, on en voudrait un autre s'il vous plaît !

Monsieur le Ministre, peut-être que votre France d'après sera mieux car il s'agira de votre France à VOUS, et non la nôtre. Monsieur le Ministre, la France a été avant et le sera après vous une démocratie, c'est-à-dire un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Cette démocratie implique pour vous d'arrêter de croire que vous êtes le détenteur de la Vérité. C'est nous qui réussissons et non pas selon votre Mérite : c'est cela la démocratie. La démocratie c'est aussi la construction d'un peuple non pas par rapport à une image figée avant la décolonisation (si tant est qu'il y en ait eu une), mais une image évolutive, c'est-à-dire black, blancs, beurs ensemble, tous unis par notre sentiment d'appartenance à la France d'aujourd'hui, celle que nous vivons dans le présent. Cette France là existe mais vous ne l'avez pas vue Monsieur le Ministre, car vous vivez dans la France d'Hier et non dans celle d'aujourd'hui. Alors si vous cherchez à nous apporter une France retrouvée, c'est-à-dire une France du passé que nous aurions perdue, elle est déjà présente dans votre tête. La France de Demain, d'Après, elle existe, mais pour cela il suffit d'ouvrir les yeux et ne pas regarder qu'en arrière. Regardez devant vous, peut-être que nous arriverons alors à la France d'après.

En espérant, Monsieur le Ministre, que mes remarques vous feront changer d'opinion sur la France *d'aujourd'hui*.

Je vous remercie par avance, Monsieur le Ministre, de votre lecture et de votre réponse.

Fouad

Français d'aujourd'hui pour une France d'aujourd'hui.